Proposition du Conseil administratif du 9 mai 2007 en vue de l'ouverture de deux crédits budgétaires supplémentaires pour un montant total de 894 000 francs destinés à l'acquisition d'équipements de protection et d'intervention pour le personnel de l'administration municipale assurant les missions vitales de la Ville de Genève en cas de pandémie de grippe.

Mesdames et Messieurs les conseillers,

Préambule

Les analyses de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le danger d'humanisation du virus H5N1 font craindre l'apparition de la première pandémie majeure de grippe du XXI^e siècle.

Le véritable danger pour l'homme réside dans une éventuelle mutation du virus de la grippe aviaire. Ce virus pourrait, en effet, acquérir des gènes de la grippe humaine, menant à la création d'un nouveau sous-type de virus humain virulent.

En février 2006, le Conseil administratif a mis en place un groupe de travail ad hoc au sein de l'administration municipale et l'a chargé du suivi du dossier de la grippe aviaire.

Ce groupe de travail est constitué en application du règlement du Conseil administratif sur «la coordination et la direction des moyens d'intervention et de soutien des services de la Ville de Genève en cas de situation extraordinaire survenant sur son territoire» (règlement ORCOC du 7 avril 2004).

Le groupe ad hoc est placé sous la responsabilité du directeur adjoint du Département des affaires sociales, des écoles et de l'environnement, avec le chef du Service d'assistance et de protection de la population (SAPP) en tant que substitut. Son mandat tel que défini par le Conseil administratif le 1^{er} mars 2006 est le suivant:

- appliquer les mesures préventives décidées par la Confédération et l'Etat de Genève (confinement d'oiseaux, etc.) et collaborer avec l'Etat à ce sujet;
- protéger le personnel contre le risque d'épizootie;
- effectuer une veille avancée au service du Conseil administratif;
- coordonner l'information du personnel;
- anticiper le scénario de pandémie en s'intégrant au plan cantonal et en coordonnant l'action;
- mettre au point un plan de crise (plan de continuité) en cas de pandémie.

Le 30 août 2006, le Conseil administratif a validé l'acquisition d'un stock réduit de matériel de protection (gants, masques, tenues, etc.) et de désinfectants appropriés pour protéger le personnel du Service d'incendie et de secours (SIS), du SAPP, des Conservatoire et Jardin botaniques (CJB) et du Service des espaces verts et de l'environnement (SEVE) contre le risque d'épizootie (prévention en cas de contacts avec des oiseaux potentiellement contaminés par le H5N1).

Conformément aux recommandations de la Confédération, les services de l'administration municipale ont été invités à établir ou compléter un «plan de continuité des activités» (PCA) pour garantir l'accomplissement de leurs missions vitales en cas de pandémie de grippe impliquant un fort taux d'absentéisme au sein de leur personnel.

Aujourd'hui, dans le cadre de la planification d'une telle situation de pandémie humaine, la Ville de Genève doit faire l'acquisition d'un stock important de matériel et d'équipement pour assurer la protection de l'ensemble de son personnel.

Certes, aucune certitude ne prévaut quant à l'apparition d'une pandémie humaine, mais les avis des experts sont convergents pour annoncer une forte possibilité de pandémie majeure de grippe, générée par une variante du virus H5N1 ou par un autre virus.

En tant qu'employeur, la Ville de Genève se doit de protéger la santé de ses employé-e-s.

La loi impose notamment à l'employeur l'obligation d'identifier le danger lié à une exposition à des micro-organismes et d'évaluer le risque qui en résulte pour la santé de ses employés. (*Loi sur les épidémies (LEp RS 818.101)*, *ordonnance sur la pandémie influenza (OPI)*, *Code des obligations (CO)*, *loi sur le travail (LTr)*, *loi sur l'assurance-accidents (LAA)*, *ordonnance sur la protection des travailleurs contre les risques liés aux micro-organismes (OPTM)*).

Ceux et celles qui, aujourd'hui, pourraient reprocher à l'administration un excès de zèle en la matière seraient très probablement les premiers à lui reprocher un manque de préparation le cas échéant.

Or, il va de soi que les achats, coordonnés, dans la mesure du possible, avec le Canton, respectivement les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), doivent être faits suffisamment tôt pour éviter de devoir faire face à une rupture de stock. Il est impossible de reporter à plus tard cette acquisition, étant entendu que les entreprises fournissant un tel matériel risqueraient d'être en rupture de stock le jour où nous serions en situation de crise déclarée. Les délais de livraison sont longs dès à présent. D'ailleurs, l'alerte du printemps 2006, qui ne concernait pourtant que l'épizootie, a déjà conduit à une rupture des stocks qui a duré

plusieurs mois chez les fournisseurs. Des contacts sont en cours avec l'Etat et les HUG afin d'optimiser aussi bien l'acquisition (achats groupés) que le stockage et le renouvellement de ces stocks.

Adéquation à l'Agenda 21 de la Ville de Genève

La promotion de la santé et de la sécurité est l'un des champs d'action de la Ville de Genève, qui se doit d'offrir un environnement sain à la population, et en priorité à ses collaborateurs.

Exposé des motifs

Le virus grippal se transmet essentiellement par voie aérienne, notamment par l'intermédiaire des gouttelettes respiratoires émises lors des accès de toux ou d'éternuement (distance de sécurité plausible: 2 à 3 m).

Par ailleurs, le virus peut se trouver sur le corps de la personne malade (les mains particulièrement) et sur des surfaces inertes (avec une durée de vie variable).

Avant même de songer aux équipements de protection individuels (EPI), les entreprises doivent établir des mesures de prévention et fournir des outils pour réduire le risque de transmission du virus aux collaborateurs. (*Directives de comportement, mesures d'hygiène, aménagement guichets, vitres ou écrans faisant barrière à la diffusion de l'agent infectieux, distance de sécurité entre les personnes.*)

Les mesures organisationnelles de prévention sont certes indispensables, mais insuffisantes pour garantir la protection optimale des collaborateurs. Il est donc impératif de prévoir pour le personnel un équipement de protection individuel.

A ce stade, on distingue deux types d'équipement: celui destiné à la grande majorité des collaborateurs et celui destiné au SIS, service d'intervention.

Le premier kit d'équipement a pour but de réduire le risque modéré de contamination entre collègues ou en cas de contact avec le public, toute personne pouvant être porteuse du virus avant de le savoir.

Le deuxième kit, beaucoup plus onéreux, a pour but de protéger le personnel du SIS contre le risque élevé de contamination, tout particulièrement les sapeurs-ambulanciers, en contact avec des personnes à risque, porteuses du virus selon une probabilité importante.

Le lot de base se compose d'un masque antiprojection (dit masque chirurgical), de gants jetables, d'une paire de lunettes et d'une bouteille de désinfectant.

Le masque ayant une durée de vie de quatre heures au maximum, il doit être changé trois fois par jour.

Quatre paires de gants quotidiennes sont le minimum requis pour pouvoir en changer en fonction des diverses occupations de la journée.

Le lot pour les intervenants se compose essentiellement d'un masque de protection respiratoire, de tenues de protection, de gants lavables.

Il est complété par un matériel de désinfection pour pieds, engins ou véhicules.

Il faut également prévoir des sacs poubelles spéciaux pour éliminer l'équipement après usage.

Parmi les masques, on distingue donc les masques antiprojection et les masques de protection respiratoire individuelle.

Les masques chirurgicaux sont destinés à éviter, lors de l'expiration de celui qui le porte, la projection de sécrétions des voies aériennes ou de salive pouvant contenir des agents infectieux transmissibles par voie de gouttelettes.

Le port de masques chirurgicaux peut donc réduire le risque de contamination et rassurer les personnes qui travaillent en groupe ou en contact avec le public.

Les masques de protection respiratoire individuelle (PRI) sont des masques filtrants destinés à protéger le porteur contre les risques d'inhalation d'agents infectieux transmissibles par voie aérienne.

Ils le protègent aussi contre le risque de transmission par gouttelettes.

Ils sont composés d'une pièce faciale et d'un dispositif de filtration.

Les vêtements de protection (de type surblouses), les gants et les lunettes ont pour but de protéger l'ensemble du corps de l'intervenant.

Principes de calcul de la commande d'équipements et de matériel

Le groupe ad hoc chargé du suivi du dossier de la pandémie propose un achat de matériels et d'équipements basé sur les principes suivants:

- dans la mesure du possible, achat groupé avec l'Etat, respectivement les HUG, pour bénéficier du prix le plus bas et pour ne faire qu'un seul appel d'offres public;
- stockage du matériel dans un dépôt du SAPP pour garantir la disponibilité immédiate du stock;
- contrôle des délais de péremption et distribution éventuelle par le SAPP;
- acquisition d'un lot d'équipement de protection standard pour tous les services de l'administration;

- en plus, acquisition d'un lot d'équipement assurant un degré de protection élevé pour les intervenants du SIS.

Il est prévu d'acheter un stock pour l'ensemble du personnel de l'administration, quand bien même il faut prévoir, lors d'une période de pandémie, un taux d'absentéisme important (évalué dans un premier temps à 30%).

Il faut, en effet, offrir une protection individuelle à l'ensemble du personnel dès le déclenchement de la phase de pandémie, pour inciter tous les collaborateurs à venir travailler malgré leur éventuelle inquiétude.

Si le stock n'est utilisé, le cas échéant, qu'à 70% (compte tenu du taux d'absentéisme), il permettrait de faire face à un pic de pandémie d'une durée plus longue que prévue, voire à un deuxième pic, et servir de réserve pour des besoins imprévus dans d'autres institutions.

Equipement pour l'ensemble du personnel de l'administration

L'équipement se compose de:

- 1 paire de lunettes de protection par personne (à désinfecter, non renouvelable);
- 4 paires de gants jetables par personne/jour;
- 3 masques chirurgicaux par personne/jour;
- 1 bouteille de désinfectant par personne/semaine.

La dotation est prévue pour trois mois, respectivement soixante jours ouvrables, durée estimée d'un pic de pandémie selon l'OMS. Le total de personnes à protéger est de 3833 personnes, chiffre au 1^{er} janvier 2007.

Fonctionnaires	3043
Réguliers	409
Apprenti-e-s	49
Auxiliaires fixes	109
Stagiaires	12
Temporaires	211

Le stock est ainsi composé de:

- 689 940 masques chirurgicaux (6,70 francs les 50 pièces)
- 919 920 paires de gants médicaux (4,45 francs les 100 pièces)
- 3 833 paires de lunettes de protection (10 francs pièce)
- 46 996 bouteilles de désinfectant pour les mains (1,50 franc la bouteille)

Au total, la dépense prévue pour ces équipements se monte à 242 300 francs.

Cette charge sera imputée sur les comptes du SAPP.

Équipement pour les intervenants du SIS

La dotation est prévue pour quatre mois, week-end compris, soit cent vingt jours.

La période de quatre mois correspond à la période minimale pour développer un vaccin efficace, à partir du déclenchement de la pandémie.

La quantité de matériel doit permettre d'assurer cinquante interventions quotidiennes.

L'équipement se compose de:

- masques de protection respiratoire;
- tenues de protection (surblouses);
- tenues de protection, modèle pro résistant à l'humidité;
- filtres à vis (à ajouter au masque d'intervention du pompier);
- gants lavables;
- pédiluves et désinfectant pour le nettoyage des bottes;
- pulvérisateurs pour nettoyer les engins d'intervention;
- sacs poubelles jaunes pour évacuation de l'équipement contaminé selon une filière spéciale dite «filière jaune».

Le stock pour le SIS est ainsi composé de:

6000	masques FFP2 de marque 3M (10 francs/pièce)
6000	tenues de protection Tyvek (15 francs/pièce)
6000	tenues de protection Tyvek Pro (50 francs/pièce)
2000	filtres à vis (50 francs/pièce)
500	paires de gants lavables (3 francs/pièce)
300	paires de lunettes de protection (20 francs/pièce)
100	pédiluves (40 francs/pièce)
200	pulvérisateurs manuels
10	pulvérisateurs à moteur
12	mesurettes de dose
100	désinfectant Lisoformine / Virkon S
5000	sacs poubelles jaunes

Au total, la dépense prévue pour ces équipements se monte à 651 700 francs.

Cette charge sera imputée sur les comptes du SIS.

Le tableau ci-après détaille les quantités et les prix des articles.

Récapitulation

Stock d'équipement pour le personnel	242 300 francs
Stock d'équipement pour le SIS	<u>651 700 francs</u>
Soit un total de	894 000 francs

Conclusion

Dès lors que le risque de pandémie humaine généralisée n'est pas encore une perspective concrète à court terme, il peut paraître excessif, aux yeux de certains, de dépenser ce montant pour du matériel de protection qui, nous l'espérons, ne servira à rien. Malheureusement, non seulement les experts semblent assez certains que ce risque de pandémie est une réalité à moyen terme, mais de plus il est exclu d'attendre que ce risque se précise pour acquérir du matériel de protection. En effet, il existe une forte demande pour ce type de matériel et le risque de rupture des stocks est particulièrement élevé. Déjà au printemps 2006, sur la base d'une simple alerte d'épizootie, les entreprises ont connu une telle rupture des stocks.

Il en va de notre responsabilité d'employeur et il s'agit donc d'une simple application du principe de précaution.

EPI / Equipements de protection individuelle pour les collaborateurs-trices de l'administration municipale de la Ville de Genève

Risque de pandémie : commande de matériels et d'équipements (dotation pour 3 mois - 60 jours ouvrables)

Source : SAP 01.01.2007	Total personnes	Paire de lunettes 1 par pers.	masques chirurgicaux 3 par pers/jour /60jours	paires de gants jetables 4 par pers/jour /60jours	Bouteilles de désinfectant 1 par pers/ semaine / 12 semaines
Fonctionnaires	3043	3043	54'7740	730320	36516
Réguliers	409	409	73620	98160	4908
Apprenti(e)s	49	49	8820	11760	588
Auxiliaires fixes	109	109	19620	26160	1308
Stagiaires	12	12	2160	2880	144
Temporaires	211	211	37980	50640	2532
					1000 dotation suppl. SIS
	3833	3833	689940	919920	46996

Prix

10 frs/pièce	6.70 frs / 50 pièces	4.45 frs / 100 pièces	1.50 frs /bouteille
--------------	----------------------	-----------------------	---------------------

Totaux

Fr. 38'330.00	Fr. 92'451.96	Fr. 40'936.44	Fr. 70'494.00	Fr. 242'212.40
----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	-----------------------

Risque de pandémie : commande de matériels et d'équipement (dotation pour 4 mois - 120 jours - 50 sorties par jour)

EPI / Equipements de protection individuelle pour les collaborateurs/trices du SIS

	masques FFP2 50 sorties jour 120 jours 6000	Tenues Tyvek 50 sorties jour 120 jours 6000	Tenues Tyvek pro 50 sorties jour 120 jours 6000	Filter à vis 2000 pièces 2000	Gants lavables 125 / mois 500	Lunettes 75 / mois 300
Dotation						
Prix	10 frs/pièce	15 frs/pièce	50 frs /pièce	50 frs /pièce	3 frs/pièce	20 frs/pièce
Totaux	Fr. 60'000.00	Fr. 90'000.00	Fr. 300'000.00	Fr. 100'000.00	Fr. 1'500.00	Fr. 6'000.00

Fr. 557'500.00

Engins et matériel spécifique

	Pédiluves 100	Pulvérisateurs manuels 200	Pulvérisateurs à moteur 10	Mesurettes dose 12	Désinfectant Lisoform/VirkonS 100 kg	Sacs poubelles 5000
Dotation						
Prix	40 frs/pièce	100 frs/pièce	5'000 frs /pièce	3 frs/pièce	150 frs /pièce	1 frs/pièce
Totaux	Fr. 4'000.00	Fr. 20'000.00	Fr. 50'000.00	Fr. 36.00	Fr. 15'000.00	Fr. 5'000.00

Fr. 94'036.00

Total général

Fr. 893'748.40

PROJET D'ARRÊTÉ I

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre d), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit budgétaire supplémentaire de 242 300 francs destiné à l'acquisition d'équipements et de matériels de protection des collaborateurs de l'administration municipale dans la perspective d'une possible pandémie de grippe.

Art. 2. – La dépense prévue à l'article premier sera financée par une économie équivalente dans le budget de fonctionnement 2007 de la Ville de Genève ou par un revenu supplémentaire équivalent.

Art. 3. – La charge mentionnée à l'article premier sera imputée au compte budgétaire 2007 sous la rubrique 313160 de la cellule 4004000 Service d'assistance et de protection de la population.

PROJET D'ARRÊTÉ II

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre d), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit budgétaire supplémentaire de 651 700 francs destiné à l'acquisition d'équipements et de matériels de protection des collaborateurs de l'administration municipale dans la perspective d'une possible pandémie de grippe.

Art. 2. – La dépense prévue à l'article premier sera financée par une économie équivalente dans le budget de fonctionnement 2007 de la Ville de Genève ou par un revenu supplémentaire équivalent.

Art. 3. – La charge mentionnée à l'article premier sera imputée au compte budgétaire 2007 sous la rubrique 313160 de la cellule 4003000 Service d'incendie et de secours.